

La sécurité d'approvisionnement en gaz de l'Europe et le rôle de la Russie

La croissance de la consommation européenne de gaz peut aisément être couverte par le développement de la production de gisements économiquement accessibles aux marchés concernés. Dans ce cadre, la production d'origine russe peut jouer un rôle majeur. Pour autant, dans un contexte d'ouverture des marchés, le risque de pénurie temporaire et surtout d'une volatilité excessive des prix n'est pas écarté si les conditions d'un certain équilibre entre les acteurs et les partenariats de long terme, qui ont prévalu jusqu'ici, ne sont pas maintenues.

par **Jean-François Corallo**
Gaz de France

par an durant les deux prochaines décennies ; en sus de son développement « normal » sur les usages domestiques, tertiaires et industriels de chauffage, de séchage et de cuisson, le gaz naturel sera de plus en plus utilisé pour la production d'électricité (pour sa souplesse d'utilisation, ses qualités environnementales, ses coûts d'investissement, le gaz naturel apparaît aujourd'hui, à côté des énergies renouvelables, comme la nouvelle

source d'énergie primaire privilégiée pour répondre aux nouveaux besoins) et, dans une moindre mesure, le transport, avec le développement du « gaz naturel véhicule ». La part du gaz naturel dans la consommation énergétique totale de l'Europe pourrait ainsi passer de 23 % à 30 % dans 20 ans.

Pour satisfaire cette demande croissante, l'offre potentielle est largement suffisante. L'Europe peut compter, pendant des décennies encore, sur des ressources gazières abondantes qui peuvent compenser le déclin inéluctable de sa propre production. Les réserves prouvées de gaz naturel sont, en effet, sensiblement égales à celles de pétrole mais sont géographiquement mieux réparties. D'ores et déjà, les importations d'origine extra-européennes sont en augmentation sensible en provenance de Russie orientale, d'Algérie et dans une moindre mesure d'Afrique de l'Ouest, des Caraïbes et de Libye ; à long terme, l'Europe devra se tourner vers de nouvelles sources plus éloignées, donc plus coûteuses si ce n'est plus « risquées ». Parmi celles-ci, la

Russie orientale et arctique constitue une piste privilégiée.

Parallèlement, l'ouverture actuelle des marchés modifie sensiblement le paysage gazier européen. Elle conduit à augmenter la fluidité des marchés (marchés court terme, bourses...) et représente, en ce sens, un progrès vers davantage de sécurité d'approvisionnement ; mais elle

La part du gaz naturel dans la consommation énergétique totale de l'Europe pourrait passer de 23 % à 30 % dans 20 ans

fait aussi peser de nouvelles incertitudes (nouvelle donne concurrentielle, rythme

d'avancement de l'ouverture et réciprocity, jeu des acteurs, rôle des régulateurs, incertitude accrue sur le financement des investissements de production, de transport et de stockage...). Ouverture des marchés et sécurité d'approvisionnement ne sont pas nécessairement contradictoires, mais, quoi qu'en disent certains, ces concepts sont distincts et leurs traitements appellent des moyens spécifiques distincts. Par ailleurs, les partenaires extérieurs de l'Europe - qui jouent un rôle essentiel dans l'équilibre offre/demande - peuvent adopter une conception différente de la nôtre de la libéralisation des marchés énergétiques.

Enfin et surtout, les caractéristiques spécifiques du gaz naturel doivent être prises en compte dans toute réflexion sur la libéralisation :

- le gaz est substituable dans la plupart de ses usages par d'autres énergies ; il ne se place que s'il est compétitif ;
- son développement nécessite des investissements lourds en infrastructure de production et de transport ainsi que

La consommation européenne de gaz naturel connaîtra une croissance moyenne d'environ 3 %

des délais de réalisation très longs (de 5 à 10 ans) ; un risque de pénurie physique ne peut donc se résoudre par un simple déplacement du prix d'équilibre ;

- le marché du gaz naturel est, en raison des coûts du transport, un marché régional et le restera malgré les perspectives de développement des interconnexions et du commerce international ; l'émergence d'un marché mondial du gaz naturel à l'égal de celui du pétrole n'est pas pour demain et l'Europe continuera pour de nombreuses années encore à être un marché spécifique.

Stockages et effaçabilité : des outils de la sécurité d'approvisionnement

Jusqu'à l'entrée en vigueur de la directive « Marché intérieur du gaz naturel », les monopoles nationaux ou locaux se sentaient investis d'une responsabilité en matière de sécurité d'approvisionnement en gaz, qu'ils sont parvenus de fait dans la plupart des cas, à assurer ; en effet, aucune des crises majeures rencontrées, qu'elle soit d'origine politique, climatique ou technologique, n'a affecté la disponibilité du gaz en Europe. Pour atteindre ce résultat, des outils d'équilibrage de court terme (stockage et effaçabilité) mais aussi, et surtout, des outils de long terme - dont nous traiterons plus loin - notamment pour assurer un partage des risques entre producteurs et « commercialisateurs », ont été mis en place.

La lourdeur des investissements requis pour l'ouverture d'une chaîne d'approvisionnement gazier limite, du point de vue des producteurs comme des transporteurs, les souplesses et la flexibilité physique du système : il n'est guère envisageable d'accroître subitement dans de grandes proportions la production d'un gisement et les flux dans un réseau. C'est pourquoi la sécurité d'approvisionnement de court terme est traditionnellement assurée par deux moyens principaux : le stockage souterrain et la constitution d'un portefeuille de clients dits effaçables.

La sécurité d'approvisionnement de court terme est assurée par le stockage souterrain et la constitution d'un portefeuille de clients dits effaçables

rain et la constitution d'un portefeuille de clients dits effaçables.

Le stockage de gaz naturel nécessite à la fois des investissements très élevés (qui rend le gaz naturel impropre à la constitution de réserves stratégiques) et des conditions géologiques favorables. Du

fait de la rapidité et de la souplesse de leur mise en œuvre, ils sont utilisés prioritairement - lorsqu'ils existent - pour absorber les ressources excédentaires durant la période de faible consommation et pour compléter les approvisionnements disponibles durant l'hiver. Il importe que les choix opérés pour assurer la mise à disposition de ces stockages pour les tiers ne conduisent à remettre en cause leur développement et surtout leur utilisation préférentielle au profit des clients domestiques utilisant le gaz pour le chauffage.

La clientèle effaçable est constituée d'industriels qui disposent d'une source d'énergie de substitution mobilisable rapidement, de sorte que l'alimentation en gaz naturel peut, après préavis, être interrompue. Ce potentiel de demande effaçable est évidemment limité par les possibilités du marché. Lorsque des stockages ont pu être développés, l'effacement contribue plutôt à faire face à des situations moins fréquentes, les clients effaçables n'interrompant leurs enlèvements qu'après un préavis fixé dans le contrat de vente. La séparation introduite entre activité de fourniture du gaz et activité de transport de gaz nécessite de séparer l'interruptibilité de la fourniture et l'interruptibilité du transport. Cette séparation, sous réserve qu'elle soit réalisée en bonne intelligence entre les opérateurs gaziers et leurs clients sous le contrôle des régulateurs, ne devrait pas poser de problème majeur.

Stockages souterrains et potentiel effaçable resteront deux moyens complémentaires, plutôt que concurrents, qui devront être simultanément utilisés pour assurer la sécurité d'approvisionnement en fonction de l'ampleur de la situation à laquelle il faut faire face. Ils font peu intervenir les producteurs et sont généralement bien maîtrisés par les Etats consommateurs.

Les possibilités nouvelles offertes par les marchés de court terme

L'appel aux marchés de court terme constituera un facteur supplémentaire de sécurité. En effet, il existe, en Europe, une offre potentielle de moyens d'équilibrage de court et moyen termes (modulation intra-annuelle principalement). Un marché peut donc se développer permettant l'utilisation d'outils de gestion des risques plus sophistiqués (risque-volume pour les quantités marginales de gaz souhaitées mais, surtout, risque-prix avec la mise en place de produits dérivés). Il est à noter cependant que si ce marché permet de faire face à des situations de besoins momentanés de certains consommateurs, il ne peut pas être utilisé pour répondre à une situation de crise d'approvisionnement de longue durée : par nature, les capacités de production sont limitées et un appel durable au marché spot ne rencontrerait pas l'offre nécessaire. De plus, un appel massif à celui-ci n'est envisageable que dans un marché mature, caractérisé par des infrastructures de transport très maillées, largement dimensionnées, et donc plus coûteuses, reliant de nombreux sites de production situés dans la même zone de marché. Le marché spot sera plus un complément au marché gazier traditionnel qu'un concurrent de celui-ci. Les opérateurs gaziers, qu'ils soient producteurs ou commercialisateurs, voire transporteurs, en seront d'ailleurs les principaux intervenants

Les contrats de long terme devront être adaptés à ce nouvel environnement. Ils offrent d'ores et déjà des possibilités de souplesse en ce qui concerne les obligations d'enlèvement et de redéfinition des prix en fonction de l'évolution du marché, mais ils devront gagner encore en flexibilité et mieux prendre en compte la concurrence « gaz-gaz » qui se développera. Cette adaptation ne manquera pas d'intervenir, car elle est dans l'intérêt des vendeurs comme dans celui des acheteurs et les nouveaux contrats conclus entre les opérateurs européens et russe n'y échapperont pas. La gestion et l'optimisation de ces

contrats deviendront en revanche de plus en plus complexes.

Les outils de long terme, clés de la sécurité d'approvisionnement

En premier lieu, il faut rappeler ici tout l'intérêt de l'existence d'une politique énergétique, qu'elle soit nationale ou communautaire. C'est elle qui peut encourager la diversification des sources d'énergie, première condition de la sécurité d'approvisionnement. Chaque énergie doit pouvoir y trouver la place qui est la sienne et qui correspond à ses atouts : facilité du transport et du stockage pour le pétrole, absence d'émissions de CO₂ pour le nucléaire et les énergies renouvelables, abondance pour le charbon.

Pour le gaz, en raison des qualités intrinsèques qui suscitent un accroissement continu de la demande, la question primordiale est celle de l'organisation de l'accès aux ressources, la coexistence de besoins élevés et de ressources abondantes ne préjugant pas du succès de l'adéquation entre l'offre et la demande. Au-delà même du risque de volatilité des prix, un risque de pénurie physique peut, en effet, naître d'éventuels retards dans la mise en oeuvre des nouvelles chaînes d'approvisionnements gaziers.

Jusqu'à ce jour, l'industrie gazière européenne a construit un portefeuille d'approvisionnements diversifié, fondé sur des relations de partenariat à long terme avec de grands fournisseurs et sur un partage des risques assuré à travers les contrats *take or pay* : le producteur ne développait sa production et ses infrastructures de transport que lorsqu'un ou plusieurs commercialisateurs s'étaient engagés à enlever la quasi-totalité des quantités produites (prenant ainsi à leur compte le risque volume) à un prix indexé sur le prix des énergies concurrentes (le producteur prenait ainsi en charge le risque prix et garantissait, d'une certaine manière, la compétitivité sur le marché final du gaz livré) ; les financements des investissements de production et de transport ont pu ainsi être mobilisés.

Au cours du XXI^e siècle, les fournisseurs anciens et nouveaux de l'Europe et les opérateurs européens seront confrontés à ce même défi de la mobilisation des investissements pour la réalisation de nouvelles chaînes d'approvisionnement.

L'exemple des Etats-Unis semble montrer que lorsque la concurrence gaz-gaz est durablement installée, des cycles de sous-investissements peuvent apparaître et se traduire par des tensions sur l'équilibre offre-demande, la croissance de la demande, notamment pour la production d'électricité, étant mal anticipée par l'ensemble des opérateurs. Dans la mesure où des incertitudes fortes subsistent sur l'évolution de la demande en Europe, une organisation du marché permettant d'éviter de trop fortes tensions et une excessive volatilité des prix serait souhaitable. Cela demandera également d'intensifier la coopération entre l'Europe et ses fournisseurs de gaz traditionnels et nouveaux. De plus les grands projets font intervenir très souvent des partenaires financiers. Ceux-ci ont également besoin d'une visibilité suffisante à long terme pour bâtir les financements au meilleur coût de projets lourds et complexes.

La diversification et la gestion à long terme des approvisionnements peut être maintenue sans pour autant freiner l'ouverture du marché, moyennant des adaptations des contrats de long terme permettant, par exemple, de faire évoluer au cours du temps et en fonction de l'ouverture effective des marchés le marché final de référence utilisé pour le calcul du prix. De même que l'introduction de la concurrence en Europe est progressive, l'évolution des contrats d'approvisionnement doit éviter toute rupture et les autorités de la concurrence doivent prendre en compte le nécessaire partage des risques entre les opérateurs. Une attitude trop restrictive peut d'ailleurs aller à l'encontre des intérêts du développement de la concurrence en dissuadant de nouveaux entrants.

Le maintien de la diversification des voies d'acheminement sera favorisé à l'intérieur de l'Europe par le développement des nouvelles liaisons néces-

saires à la fluidification du marché. Pour certaines d'entre elles, dont le développement n'est justifié que par la suppression de congestion, la Commission a d'ores et déjà indiqué qu'elle était susceptible de participer à leur financement. Des mécanismes comparables pourraient être mis en place pour permettre la réalisation d'investissements qui ne sont justifiés que par des considérations relatives à la seule sécurité d'approvisionnement. La nouvelle directive (dont le projet propose l'annulation de l'actuelle directive transit) devra également permettre la rentabilisation de tels investissements lorsqu'ils sont justifiés par des nécessités de développement. Enfin, on ne saurait trop insister sur la nécessité d'une définition claire de règles de dimensionnement des réseaux permettant une bonne programmation à long terme des investissements.

Il faudra tout particulièrement veiller au maintien de l'équilibre et des partenariats entre les acteurs ainsi qu'à l'adaptabilité de la régulation. Les incertitudes sur l'adéquation de l'offre et de la demande à long terme, dans un marché caractérisé par des échanges plus souples et selon des schémas plus variés, conduiront les opérateurs de l'amont et de l'aval à nouer de nouvelles formes de partenariat permettant de réduire leurs risques. Sur nombre de projets, la lourdeur des investissements et les risques associés, la diversité des compétences requises rendent également nécessaire la mise en place de formes adaptées de coopération. Tous ces développements nécessiteront d'importants moyens financiers et favoriseront les opérateurs de grande taille. Dans ce cadre, des fusions, des alliances, des partenariats nouveaux seront probablement amenés à se concrétiser. Mieux qu'une intervention des Etats, ces mouvements de concentration permettront de garantir l'équilibre des relations commerciales avec les grands fournisseurs de gaz. Les autorités de la concurrence devront savoir accompagner les mouvements tout comme elles ont su accepter les concentrations dans le secteur pétrolier.

La Russie, acteur-clé des approvisionnements en Europe

Le rôle de la Russie dans la sécurité des approvisionnements en gaz de l'Europe est primordial du fait des réserves très importantes dont elle dispose et de son rôle actuel dans l'approvisionnement en gaz de l'Europe.

Ce pays est, en effet, caractérisé du point de vue énergétique, en général, et gazier, en particulier, par le gigantisme. Avec près de 45 000 milliards de m³ de

réserves prouvées ou probables de gaz naturel, la Russie concentre près de 36 % des réserves mondiales. Ce gigantisme se retrouve également dans les gisements et les réseaux de transports. La production actuelle est assurée principalement par trois gisements situés en Sibérie : il s'agit des gisements d'Urengoy, de Yamburg et de Medvezhe, qui totalisent, à eux seuls, 70 % de la production annuelle. A titre d'illustration, le gisement d'Urengoy produit chaque année l'équivalent de la consommation des trois plus grands pays consommateurs européens (Allemagne, Italie, Grande-Bretagne), soit plus de 200 milliards de m³. La production annuelle a culminé au cours des années 90 à plus de 640 milliards de m³ par an et est actuellement de l'ordre de 580 milliards de m³. Il en est de même du réseau de gazoducs, qui permet d'acheminer le gaz provenant de Sibérie sur plus de 5 000 km. Bien entendu, une grosse part de la production, près de 80 %, est destinée au marché intérieur. Il n'en

demeure pas moins que les importations russes couvrent aujourd'hui environ 40 % des importations en gaz de l'Europe des Quinze, et plus de 90 % des importations en gaz des pays amenés à intégrer prochainement l'Union Européenne.

Avec près de 45 000 milliards de m³ de réserves prouvées ou probables de gaz naturel, la Russie concentre près de 36 % des réserves mondiales

Les importations russes couvrent aujourd'hui environ 40 % des importations en gaz de l'Europe des Quinze, et plus de 90 % de celles des pays amenés à intégrer prochainement l'Union européenne

Par ailleurs, la croissance attendue du marché européen va accroître l'importance de la Russie en tant qu'acteur-clé des approvisionnements en Europe.

La forte croissance attendue de la demande intérieure européenne, conjuguée à une stabilisation, voire une légère baisse de la production interne en Europe, va conduire à une croissance sensible des importations : alors qu'aujourd'hui 40 % de la consommation européenne est couverte

par des importations, le taux de dépendance extérieure est amené à croître fortement pour atteindre vraisemblablement plus de 60 % avant 2020.

L'hypothèse du maintien de la part de marché du gaz russe en Europe implique dans ces conditions une croissance forte des importations en provenance de ce pays. On conçoit ainsi aisément l'importance de la Russie dans les approvisionnements de l'Europe en général et de la France en particulier.

La Russie via Gazprom, un partenaire de longue date des principaux gaziers européens

L'essentiel de la production et la totalité des exportations vers l'Europe, à l'exception des ventes vers les anciens pays membres de l'URSS est aujourd'hui

assurée par une seule société, Gazprom. Cette société est une société par actions, encore contrôlée par l'Etat russe qui détient près de 38 % d'un capital

principalement coté sur le marché russe et partiellement sur les marchés occidentaux. Gazprom est une société dont l'importance pour l'économie russe est évidente : elle a payé en 2000, en impôts et taxes diverses, l'équivalent de près de 20 % du budget fédéral et son

chiffre d'affaires représentait environ 8 % du PIB russe. Son lien avec l'Europe est essentiel puisqu'en 2000, 70 % du chiffre d'affaires de Gazprom provenait des exportations vers l'Europe. Gazprom est un fournisseur de la France depuis 1975 et par le biais de sa filiale, Gazexport, assure près de 27 % des approvisionnements en gaz de France.

Cette société a acquis, au cours de ces années, une réputation de fiabilité et de qualité reconnue par tous les grands gaziers européens. Elle se trouve néanmoins aujourd'hui confrontée à un redoutable défi.

Le rôle important joué aujourd'hui par Gazprom en Europe résulte d'un équilibre qu'il conviendra de « réinventer » dans un environnement qui connaît des changements significatifs.

Le schéma sur lequel est fondé l'équilibre historique entre fournisseurs et distributeurs de gaz repose sur un ensemble de relations bilatérales. Au sein de chaque marché, Gazprom a établi des relations privilégiées avec le distributeur gazier principal, au travers du système de contrats long terme de type *take-or-pay* évoqué ci-dessus.

La sécurité et la visibilité à long terme des recettes d'exportation a permis de financer des infrastructures et notamment des gazoducs de transit. Chaque acteur a développé pour la zone géographique qui le concernait des capacités de transit permettant d'assurer l'acheminement du gaz acheté ou vendu dans le cadre de ces contrats long terme. C'est ainsi que la Russie a établi des partenariats avec des pays tels que la République Tchèque, la Slovaquie et l'Ukraine pour l'acheminement du gaz vers l'Europe de l'Ouest. De même, des sociétés comme Gaz de France et Ruhrgas ont développé en commun des capacités de transit en Allemagne.

Les évolutions en cours dans la sphère gazière se produisent à la fois sur le marché européen et sur le marché intérieur russe. De ce double point de vue, cinq enjeux majeurs devront être maîtrisés afin que la Russie puisse jouer le rôle qui lui revient dans un approvisionnement en gaz de l'Europe sécurisé :

- la solvabilité et l'attractivité du marché intérieur russe ;
- la maîtrise du développement des nouveaux champs gaziers ;
- la pérennité du principe des contrats long terme et son adaptation au nouveau marché européen ;
- la conduite des réformes structurelles de Gazprom et du système gazier ;
- le contrôle des voies d'accès au marché européen.

La solvabilité et l'attractivité du marché intérieur russe

Le marché intérieur absorbe près de 70 % de la production de gaz russe, mais n'a généré en 2000 que 15 % du chiffre d'affaires de Gazprom, ce qui couvre à peine le tiers des dépenses opérationnelles. Il est clair que le marché intérieur russe est en grande

Le marché intérieur russe est en grande partie subventionné par les exportations de gaz vers l'Europe

partie subventionné par les exportations de gaz vers l'Europe. Or cette situation n'est satisfaisante ni pour la Russie, ni pour l'Europe. S'il est concevable, en effet, que la Russie utilise sa rente gazière pour favoriser son développement économique, il n'est pas sain en revanche que l'activité gazière ne dégagne pas une rentabilité minimum sur le marché domestique.

Cette situation favorise encore le gaspillage et pénalise fortement l'industrie gazière russe : surconsommation sur le marché intérieur, insuffisance des investissements et de la production, forte augmentation des prix à l'exportation pour pallier le déficit de production, baisse du niveau des exportations vers l'Europe, due à une substitution sur le marché européen du gaz russe par du gaz non russe ou par des énergies concurrentes et, enfin, nécessaire augmentation brutale du prix en Russie. C'est pourquoi l'Etat russe et Gazprom s'attachent à renforcer l'efficacité du marché intérieur selon trois axes fondamentaux :

- une augmentation des tarifs intérieurs, car la perception par les clients d'un coût très faible de la ressource en gaz conduit à une consommation excessive pour des quantités qui pourraient être

soit mieux valorisées, soit tout simplement économisées ; il s'agit là d'un enjeu fort pour Gazprom et la Russie, mais qui intègre une dimension sociale et politique majeure et qui ne peut être géré que dans la durée ;

- la maîtrise des impayés, car d'après des sources russes, de nombreux consommateurs ne payent pas correctement leur facture de gaz (il est difficile à l'heure actuelle d'évaluer l'importance exacte de ce phénomène aujourd'hui en cours d'amélioration, mais certaines estimations évoquent encore le chiffre de plus de 20 % d'impayés) ;

- La mise en œuvre d'un programme ambitieux d'économies d'énergies, la consommation d'énergie par habitant étant nettement supérieure en Russie aux autres pays comparables ; ceci laisse à penser que des foyers importants d'économies existent (le constat que

l'économie d'énergie était le premier gisement de gaz du pays a ainsi

conduit Gaz de France et Gazprom à créer une filiale, Ecogaz, et la mise en œuvre de solutions permettant de réaliser des économies d'énergie).

Nouveaux gisements et réforme de l'industrie gazière russe

Pour la première fois depuis 10 ans, les importations de gaz en provenance d'Asie centrale en Russie ont dépassé en 2000 les 30 milliards de m³, alors qu'elles étaient inférieures à 2 milliards de m³ en 1998 et 1999. Par ailleurs, la production des trois grands champs sibériens est en décroissance. Un des défis majeurs de la Russie sera de pouvoir dégager les investissements nécessaires au développement de nouveaux gisements. Les experts s'accordent à considérer qu'après les champs de Zapolarnoye, dont la production a été lancée fin 2001, de nombreux investissements resteront à réaliser, tant pour maintenir le niveau actuel de production que pour répondre au développement des besoins. Il conviendra donc de trouver les voies appropriées pour financer ces investissements considérables. 25 milliards de dollars US sont

nécessaires pour développer le champ de Shtockman, situé en mer de Barents, au large de la presqu'île de Mourmansk, lequel pourrait produire, en phase plateau, 100 milliards de m³ par an. Favoriser l'investissement étranger par le biais des PSA (accords de partage de production) ou faire appel aux sociétés pétrolières russes constituent deux voies qui sont envisagées par la Russie, sans remettre en cause les structures actuelles d'exportation. Les compagnies gazières européennes n'hésiteront sans doute pas non plus à participer à ces investissements, si des garanties suffisantes leur sont données. Les gisements disponibles sont cependant de plus en plus éloignés et coûteux à exploiter.

Les investissements nécessaires au développement des nouveaux gisements ne pourront être consentis sans une garantie suffisante relative à la commercialisation du gaz produit, qui ne pourra trouver son expression que dans la conclusion de contrats long terme. La Russie, comme l'ensemble des pays producteurs, tente de faire valoir ce point de vue auprès de l'Union Européenne. Les banques seront évidemment dans le même état d'esprit pour garantir les prêts de long terme nécessaires.

Toutefois, ces contrats devront tenir compte d'un contexte concurrentiel nouveau où apparaît une concurrence gaz-gaz entre des acteurs qui ne seront plus limités géographiquement. Ainsi le risque d'écoulement des importations en volume sera plus important que par le passé pour les acheteurs. Le nouveau contexte devrait néanmoins permettre que chaque marché spécifique conserve, notamment en termes de prix, et pour certains segments de clientèle particuliers, des caractéristiques propres (coût de transport, prix des énergies concurrentes telles que l'électricité...) qui devront être prises en compte dans ces contrats.

Le gouvernement russe a présenté un plan de réforme de l'industrie gazière russe, engagé conjointement par le ministère du Développement économique et du Commerce, la Commission fédérale de l'énergie (FEK) et le ministère de Régulation des monopoles. Cette réforme repose, à l'instar de ce qui se

passer dans de nombreux pays occidentaux, sur une séparation entre les activités d'exploration-production, de transport et de distribution. Elle a pour intention de permettre un accès libre au système de pipelines, assorti d'un régime de tarification équitable pour le transport, et prévoit une ouverture graduelle du marché à la concurrence. La sécurité de l'approvisionnement en gaz de l'Europe passe bien évidemment par la sécurisation des voies de transit. De ce point de vue, la situation actuelle est en voie d'être significativement modifiée par les privatisations en cours ou en projet tout le long des voies d'accès du gaz russe au marché européen. Quelle peut être l'influence d'un nouvel acteur maîtrisant un des maillons de la chaîne de transit du gaz russe vers l'Europe ? Il s'agirait d'une situation de

Quelle peut-être l'influence d'un nouvel acteur maîtrisant un des maillons de la chaîne de transit du gaz russe vers l'Europe ?

quasi-monopole où le pouvoir de négociation de ce nouvel acteur serait sans doute très important, voire trop important au regard de l'enjeu de la sécurité de l'approvisionnement en gaz de l'Europe, dont pourrait pâtir à la fois le consommateur européen et le producteur russe. C'est une question importante sur laquelle l'ensemble des acteurs devront rapidement se pencher afin d'éviter de créer une situation critique.

Aboutir à un nouvel équilibre

Tous les enjeux cités ci-dessous devront être correctement appréhendés par l'ensemble des acteurs - producteurs, acheteurs, gouvernements, autorités de

régulations - afin que l'équilibre existant puisse être adapté aux nouvelles exigences économiques et réglementaires et afin que les besoins de financement liés au maintien et au développement de la production de gaz russe soient mis en relation avec les capacités de financement notamment des acteurs européens. Il est essentiel, en effet, d'aboutir à un nouvel équilibre où la demande européenne pourra en partie se trouver satisfaite par l'offre russe, dans un partage de la rente gazière économiquement optimal et mutuellement fructueux. Si des alternatives existent tant pour les consommateurs européens, qui pourraient rechercher d'autres sources d'approvisionnement, que pour les producteurs russes, qui pourraient commercialiser leur gaz sur d'autres marchés, il ne s'agirait, sans doute, ni pour les uns ni pour les autres, du scénario économiquement optimal. ●